

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CM-CIC LEASE

Société anonyme au capital 64 399 232 €.
Siège social : 48, rue des Petits Champs, 75002 Paris.
332 778 224 R.C.S. Paris.

Comptes annuels au 31/12/2016 approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2017

I. – Bilan publiable.

Actif (En milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	A-1	149 782	101 093
Opérations avec la clientèle	A-2	40 386	30 955
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	A-3	70	47
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit bail et location avec option d'achat	A-4	4 021 444	3 906 043
Location simple	A-5	1 746	4 282
Immobilisations incorporelles	A-6	2	2
Immobilisations corporelles	A-7	6	13
Capital souscrit non verse		0	0
Actions propres		0	0
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Autres actifs	A-8	130 043	86 037
Comptes de régularisation	A-9	16 204	6 137
Total de l'actif		4 359 683	4 134 609

Passif (En milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	A-10	3 778 916	3 724 172
Opérations avec la clientèle	A-11	323	1 178
Dettes représentées par un titre		139 987	0
Autres passifs	A-12	287 410	280 478
Comptes de régularisation	A-13	24 671	24 248
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Provisions	A-14	5 264	6 608
Dettes subordonnées		18 111	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		829	829
Capitaux propres hors FRBG	A-15	104 172	97 096
- capital souscrit		64 399	64 399
- primes d'émission		4 176	4 176
- réserves		11 443	6 543
- écart de réévaluation		0	0
- provisions règlementées et subventions d'investissement		14 101	16 435
- report à nouveau (+ / -)		40	49

- résultat de l'exercice (+ / -)		10 013	5 494
Total du passif		4 359 683	4 134 609

Hors-bilan (En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	412 701	356 551
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	2 528 821	2 449 540
Engagements sur titres	0	0

II. Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	B 1/5	879	1 044
Intérêts et charges assimilées	B 1/5	-58 937	-67 174
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	B 1/1	533 441	520 912
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	B 1/3	-436 476	-422 342
Produits sur opérations de location simple	B 1/2	119	198
Charges sur opérations de location simple	B 1/4	-1 792	-1 213
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)	B 1/6	3 725	3 377
Commissions (charges)	B 1/6	-16 044	-15 301
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire		82 416	79 452
Autres charges d'exploitation bancaire		-76 352	-74 438
Produit net bancaire	B-1	30 979	24 517
Charges générales d'exploitation	B-2	-12 821	-11 438
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	B-3	-7	-9
Résultat brut d'exploitation		18 151	13 070
Coût du risque	B-4	-1 307	-1 026
Résultat d'exploitation		16 844	12 044
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		16 844	12 044
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-6 834	-6 550
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		3	2
Résultat net		10 013	5 494

III. Affectation du résultat

L'assemblée générale décide :

- d'affecter le bénéfice de l'exercice de	10.012.780,97 €
formé du secteur Sicomi	38.523,52 € et
du secteur non Sicomi	9.974.257,45 €
- majoré du report à nouveau	39.671,58 €
formé du secteur Sicomi	16.664,44 € et
du secteur non Sicomi	23.007,14 €
soit un total distribuable de	10.052.452,55 €
formé du secteur Sicomi	55.187,96 € et
du secteur non Sicomi	9.997.264,59 €

de la façon suivante :

- distribution d'un dividende de	9.901.381,92 €
formé de :	
au moins 85 % du résultat du secteur Sicomi	40.249,52 €
du secteur non Sicomi	9.861.132,40 €
- aux autres réserves (sur secteur non Sicomi)	100.000,00 €
- au report à nouveau	51.070,63 €
formé : du secteur Sicomi	14.938,44 €
du secteur non Sicomi	36.132,19 €
Total	10.052.452,55 €

Ce montant correspond à :

- un dividende de 0,01 € par action sur le secteur Sicomi,

- un dividende de 2,45 € par action sur le secteur non Sicomi.

La distribution du secteur non Sicomi est éligible à l'abattement de 40 % institué par l'article 158-3, 2ème à 4ème alinéa du CGI.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social au plus tard le 30 juin 2017.

L'assemblée générale prend acte des dividendes versés au titre des trois précédents exercices.

Exprimés en euros :

Exercice clos le 31 décembre	Dividende distribué
2013	0,85** 0,09*
2014	0,89** 0,07*
2015	0,15*
** éligible à l'abattement de 40 % institué par l'article 158-3, 2ème à 4ème alinéa du CGI	
* dividende prélevé sur le secteur Sicomi (art 208 – 3° quater du CGI).	

IV. Annexe :

1) Faits caractéristiques de la période

En 2013, CM-CIC Lease a reçu la notification de redressement fiscal sur le calcul de la CVAE pour 1,5 M€ portant sur les années 2010 & 2011. Ce risque était couvert par une provision depuis 2011 pour la différence entre le calcul CVAE proposé par l'instruction de l'Administration Fiscale et celui demandé par les sociétés de leasing. Paiement de cette notification à fin 2013 après contestation et poursuite d'une procédure contentieuse par CM-CIC Lease. En octobre 2015, CM-CIC Lease a reçu une nouvelle notification au titre des années de 2012 à 2014 pour le même motif à hauteur des montants en risque (2,5M€). Ce risque est totalement couvert par une provision pour un montant global de 4 963 K€ dont 880 K€ de dotation complémentaire sur l'exercice 2015 pour couverture du risque sur la CVAE de la même année.

2) Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Depuis le 1er janvier 2016, le règlement ANC 2015-06 a modifié le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Sa première application n'a pas d'impact sur les capitaux propres d'ouverture de l'entreprise.

Au 1er janvier 2005, en application du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et du CRC 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, les sociétés ont été dans l'obligation de reconstituer leurs immobilisations selon l'approche par composants. Les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail, des opérations de location avec option d'achat ou assimilées au sens de l'article 313-1 du code monétaire et financier ne sont pas tenues d'appliquer ce règlement en vertu de l'avis du CNC n° 2004-15 du 23 juin 2004 rappelé dans l'avis du Comité d'urgence 2006-C, « excluant du champ d'application du règlement n° 2004-06 précité, tous les contrats de location au sens d'IAS 17 ainsi que les contrats de louage de marque et de brevet ». C'est pourquoi, CM-CIC Lease n'applique pas ce règlement au titre de ses opérations de crédit-bail.

Principes comptables

Les comptes de CM-CIC LEASE ont été établis conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation applicables aux Sociétés Financières et plus particulièrement aux ex-Sicomi. Ils sont notamment conformes, dans leur présentation, aux états publiables définis par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2005-04 du 3 novembre 2005 modifiant le règlement n° 2000-03 du 4 juillet 2000.

Au 1er janvier 2005, en application du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et du CRC 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, les sociétés sont dans l'obligation de reconstituer leurs immobilisations selon l'approche par composants.

Les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail, des opérations de location avec option d'achat ou assimilées au sens de l'article 313-1 du code monétaire et financier ne sont pas tenues d'appliquer ce règlement en vertu de l'avis du CNC n° 2004-15 du 23 juin 2004 rappelé dans le

communiqué CNC du 6 décembre 2005 et confirmé par l'avis du comité d'urgence du 4 octobre 2006, «excluant du champ d'application du règlement n° 2004-06 précité, tous les contrats de location au sens d'IAS 17 ainsi que les contrats de louage de marque et de brevet ».

C'est pourquoi, au 31 décembre 2012, CM-CIC LEASE n'applique pas ce règlement au titre de ses opérations de crédit-bail.

Compte tenu du montant non significatif des immeubles exploités en location simple ou temporairement non loués, l'application du règlement CRC 2002-10 à ces immeubles est sans incidence significative sur les états financiers.

Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable durant l'exercice 2016.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- . Continuité de l'exploitation,
- . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . Indépendance des exercices.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros (k€).

Règles et méthodes comptables

A – Immobilisations

Crédit-bail et location avec option d'achat

Ce poste comprend le prix d'achat des terrains, le coût des constructions et la valeur des frais d'acquisition des immobilisations données en crédit-bail ainsi que les créances rattachées.

Les amortissements sont calculés comme suit :

1) Contrats de crédit-bail signés avant le 1/1/1996

Constructions :

Selon le mode linéaire, progressif ou dégressif qui est celui du plan d'amortissements financiers du crédit-bail sous-jacent

- sur une durée de 20 ans pour les immeubles à caractère industriel et financier
- sur une durée de 25 ans pour les immeubles de bureaux

Une provision « article 64 » ou « article 57 » est constituée à hauteur de l'insuffisance d'amortissement social par rapport à l'amortissement financier. Pour le portefeuille de l'ex. Baticentre, une correction est apportée au plan d'amortissement afin d'aboutir à un amortissement financier.

Frais d'acquisition :

Selon le mode linéaire sur 3 ans ou 5 ans.

2) Contrats de crédit-bail signés après le 1/1/1996

CM-CIC LEASE a opté pour amortir les immobilisations en crédit-bail selon le mode financier pour les contrats signés par l'ex FINANCIERE GAILLON à compter du 1er janvier 1996 et à compter du 1er janvier 2000 pour les contrats apportés par l'ex CICAMUR et pour tous les contrats mis enoyer à compter de cette date.

Compte tenu de la non-option à l'amortissement financier des sociétés absorbées et de la date d'effet des différentes fusions fixée au 01/01/04, les plans d'amortissement appliqués aux dossiers de crédit-bail apportés dans le cadre des fusions sont les suivants:

- Contrats signés avant le 01/01/04 => Poursuite du plan d'amortissement initial
- Contrats signés à compter du 01/01/04 => Application du régime de l'amortissement financier.

Immeubles en location simple

Les immeubles en location simple sont amortis linéairement sur la durée normale d'utilisation du bien.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur 3 ou 5 ans.

Immobilisations corporelles

Ce poste comprend :

- des agencements et installations amortis linéairement sur 10 ans
- un véhicule de transport amorti linéairement sur 4 ans
- du matériel, mobilier de bureau amortis linéairement sur 3 à 10 ans.

B - Dépréciations

CM-CIC LEASE applique les règles édictées par le CRC 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit en terme de méthodes d'évaluation appliquées aux créances douteuses (identification des encours douteux, méthode retenue pour le déclassement vers le douteux compromis, règles de passage en perte, règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses).

Les créances douteuses non couvertes par des garanties font individuellement l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pouvant résulter de l'absence de recouvrement total ou partiel. Ces provisions sont portées en déduction des actifs correspondants.

Compte tenu du faible montant de l'encours de créances non déprécié, l'impact de l'actualisation des flux prévisionnels, conformément au règlement CRC 2002-03, est non significatif.

A compter du 01/01/2001, les dossiers de crédit-bail apportés par les banques du groupe CIC sont contre-garantis à hauteur de 50% par la banque apporteuse. Cette garantie est consentie sous forme de participation en risques. La garantie porte sur toutes sommes que CM-CIC LEASE est amenée à décaisser à quelque titre que ce soit. En cas de sinistre, seule la part des dépenses non couverte par la contre-garantie fait l'objet d'une dépréciation.

Les dossiers apportés dans le cadre des opérations de fusions font l'objet des contre-garanties suivantes :

Contre-garanties de la Lyonnaise de Banque (taux de couverture variable) pour les dossiers Solybail,

Contre-garanties de la Société Nancéienne Varin-Bernier (taux de couverture généralement équivalent à 100%) pour les dossiers Lorbail,

Contre-garanties du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine (taux de couverture équivalent à 100% à l'exception de 7 dossiers non couverts) pour les dossiers apportés par Cial Finance.

C – Engagement de retraite et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision et leur variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice et le taux d'augmentation des salaires, évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

La recommandation CNC 2003-R-01 sur les engagements de retraite et assimilés est appliquée depuis le 1er janvier 2004.

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, sont soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés dans les comptes de CM-CIC Lease pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

D – Opérations de trésorerie et de crédit-bail

Les produits et les charges sur opérations de trésorerie et de crédit-bail sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis.

E – Réserve latente

L'excédent de l'encours financier sur la valeur nette des immobilisations en crédit-bail s'élève au 31 décembre 2016 à 2 017 K€ soit une réserve latente nette d'impôt de 1 412 K€.

CM-CIC LEASE a opté pour le maintien de l'exonération de l'IS pour les contrats de crédit-bail qui ont été signés jusqu'au 31 décembre 1995, et relevant du régime SICOMI.

F – Affectation des résultats

Conformément à la réglementation propre aux SICOMI, la société distribue 85% du bénéfice fiscal.

G – Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement particulier remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2016 n'est intervenu depuis le 1er janvier 2017.

H – CICE

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe, à travers des efforts notamment :

- en matière d'investissement dans de nouvelles technologies telles que les outils numériques (tablettes) et systèmes de visioconférences ;
- en développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux clients ;
- en développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes ;
- en recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants ;
- dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

G – Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

3) Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2016

A - Notes sur le bilan

Note 1 - Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- A vue		
- Comptes courants bancaires	84 782	91 095
- Intérêts à recevoir sur comptes bancaires	0	0
- A terme		
- Prêts aux établissements de crédit	0	0
- Intérêts à recevoir sur prêts aux EC	0	0
- T. reçus pension livrée à terme	65 000	9 998
Total des créances sur les établissements de crédit	149 782	101 093

Note 2 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Autres concours à la clientèle (non éligibles)		
- Comptes courants débiteurs de la clientèle	13 894	12 841
- Créances douteuses brutes	11	25
- Dépréciations créances	-3	-17
- Prêts à la clientèle	26 413	18 017
- Autres crédits à la clientèle	32	89
- Intérêts à recevoir sur prêts à la clientèle	39	0
Total des opérations avec la clientèle	40 386	30 955

Note 3 - Portefeuille titres

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Achats	Cessions	Autres Variations	Fin de l'exercice
- Titres de placements / OPCVM					
- OPCVM de trésorerie	0	0	0	0	0
- Autres titres détenus à long terme					
- certif association FGD	31	12	0	0	43
- certif d'associé FGD	16	11	0	0	27
Total Portefeuille titres	47	23	0	0	70

(*) Le ratio de liquidité court terme (LCR, Liquidity Coverage Ratio) a pour objectif de favoriser la résistance à court terme du profil de risque de liquidité, en veillant à ce que les établissements disposent d'un encours suffisant d'actifs liquide de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur les marchés financiers, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours.

Depuis le 01 octobre 2015, le LCR fait l'objet d'un déclaratif auprès de l'ACPR, et d'une obligation réglementaire de respecter ce ratio à hauteur de 60%, à cet effet nous avons constitué un buffer de liquidité par l'achat de titres (OAT, sous forme de pension livrée) pour un montant de 65 000KE, le LCR de CM-CIC Lease au 31 Décembre 2016 est de 97.5 %.

Note 4 - Opérations de crédit bail et assimilées **

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Achats Dotations	Cessions Reprises	Mouvements de l'exercice	Fin de l'exercice
- Immobilier	5 533 072	31 458	-289 505	397 414	5 672 439
- Actifs incorporels	82 338	547	-3 658	7 645	86 872
- Immo. en cours et acomptes fournisseurs	230 592	509 007	0	-413 584	326 015
- Immobilisations non louées après résiliation	36 980	0	-16 605	6 478	26 853
Immobilisations en fin d'exercice	5 882 982	541 012	-309 768	-2 047	6 112 179
- Immobilier	-1 912 544	-371 890	252 362	2 866	-2 029 206
- Actifs incorporels	-79 525	-8 157	3 651	147	-83 884
- Immobilisations non louées après résiliation	-18 665	-1 835	8 486	-1 513	-13 527
Amortissements/dépréciations en fin d'exercice	-2 010 734	-381 882	264 499	1 500	-2 126 617
Immobilisations nettes	3 872 248	159 130	-45 269	-547	3 985 562
- Créances douteuses brutes	11 491	3 063	-1 848		12 706
- Créances douteuses compromises brutes	48 981	5 674	-10 890		43 765
- Dépréciations créances douteuses	-7 249	-2 503	1 960	-301	-8 093

- Dépréciations créances compromises douteuses	-35 789	-7 303	7 609	301	-35 182
- Créances rattachées	7 827	5 594	0		13 421
- Charges constatées d'avance commissions	8 534	731	0	0	9 265
Total des opérations de crédit-bail et assimilées	3 906 043	164 386	-48 438	-547	4 021 444
<i>** Dont entreprises liées</i>					
Nombre de dossiers	7				
Base brute	50 541				
Valeur nette comptable	21 670				

Note 5 - Location simple

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Achats Dotations	Cessions Reprises	Mouvements de l'exercice	Fin de l'exercice
- Immobilier	7 638	0	-6 206	2 033	3 465
- Actifs incorporels	27		-24	16	19
Immobilisations en fin d'exercice	7 665	0	-6 230	2 049	3 484
- Immobilier	-3 402	-157	23	1 759	-1 777
- Actifs incorporels	-27		24	-16	-19
Amortissements/dépréciations en fin d'exercice	-3 429	-157	47	1 743	-1 796
Immobilisations nettes	4 236	-157	-6 183	3 792	1 688
- Créances douteuses brutes	0	0	0	0	0
- Créances douteuses compromises brutes	39	11	-50	0	0
- Dépréciations créances douteuses	0	0	0	0	0
- Dépréciations créances compromises douteuses	-27	0	27	0	0
- Créances rattachées	34	24	0	0	58
Total de la location simple	4 282	-122	-6 206	3 792	1 746

Note 6 - Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Achats Dotations	Cessions Reprises	Mouvements de l'exercice	Fin de l'exercice
- Frais d'acquisition	0	0	0	0	0
- Logiciels	1 099	0	0	0	1 099
- Autres immobilisations incorporelles	22	0	0	0	22
Immobilisations en fin d'exercice	1 121	0	0	0	1 121
- Frais d'acquisition	0	0	0	0	0
- Logiciels	-1 099	0	0	0	-1 099
- Autres immobilisations incorporelles	-20	0	0	0	-20
Amortissements en fin d'exercice	-1 119	0	0	0	-1 119
Immobilisations nettes	2	0	0	0	2

Note 7 - Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Achats Dotations	Cessions Reprises	Mouvements de l'exercice	Fin de l'exercice
- Terrains - Immeubles d'exploitation	0	0	0	0	0
- Constructions - Immeubles d'exploitation	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations corporelles	216	0	0	0	216
Immobilisations en fin d'exercice	216	0	0	0	216
- Constructions - Immeubles d'exploitation	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations corporelles	-203	-7	0		-210
Amortissements en fin d'exercice	-203	-7	0	0	-210
Immobilisations nettes	13	-7	0	0	6

Note 8 - Autres actifs

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Dépôts de garanties versés	408	244
- Dépôts de garanties - Dérivés	59 900	63 000
- Subventions et Avances remboursables à recevoir	932	1 367
- Fournisseurs & Retenues de garantie	220	59
- Avances preneurs à recevoir	0	0
- Appels de fonds	54 530	14 565
- Etat / impôt sociétés	62	60
- Etat / Tva	10 223	6 554
- Etat / Taxes	3 512	0
- Organismes sociaux	1	3
- Débiteurs / personnel	0	2
- Débiteurs / groupe	17	1
- Débiteurs divers	238	182
Total des autres actifs	130 043	86 037

Note 9 - Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Charges constatées d'avance	2 238	1 525
- Produits à recevoir	973	778
- Compte de régularisation divers	12 993	3 834
Total des comptes de régularisation actif	16 204	6 137

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- A vue		
- Comptes courants bancaires	124 380	0
- Agios bancaires à payer	0	0
- Autres sommes dues	0	0
- Emprunts / échéances à payer	6 252	8 409
- A terme		
- Emprunts à plus d'un an	3 648 130	3 715 763
- T. reçus pension livrée à terme	154	0
Total des dettes envers les établissements de crédit	3 778 916	3 724 172

Note 11 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Comptes courants créditeurs	262	1 076
- Comptes courants créditeurs- Dettes rattachées	0	0
- Emprunts auprès de la clientèle	61	18
- Échéance à payer sur emprunts clientèle	0	0
- Clients créditeurs	0	0
- Retenue de garantie	0	84
Total des opérations avec la clientèle	323	1 178

Note 12 - Autres passifs

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Avances preneurs	252 382	233 985
- Dépôts de garantie & gages espèces	173	1 433
- Etat / TVA	5 801	5 159
- Etat / Taxes	37	458
- Etat / impôt sociétés	445	2 398
- Fournisseurs & Retenues de garantie	25 526	32 962

- Indemnités de sinistres à reverser	1 575	1 973
- Crédoeurs divers sur opérations CBI & LS	10	12
- Crédoeurs groupes	0	1
- Autres crédoeurs divers	1 088	352
- Subventions et Avances remboursables	0	0
- Solde compte courant associé SCI	0	0
- Personnel	0	0
- Organismes sociaux	155	134
- Dettes rattachées	0	0
- Appel de marge	218	1 611
Total des autres passifs	287 410	280 478

Note 13 - Comptes de régularisation passif

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
- Loyers comptabilisés d'avance	20 688	19 245
- Charges à payer	3 983	5 003
- Comptes de régularisation divers	0	0
Total des comptes de régularisation passif	24 671	24 248

Note 14 - Provisions

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
- Provisions pour retraites	234		-109	125
- Provisions pour médaille du travail	125		-2	123
- Provisions pour impôts	4 962	0	-910	4 052
- Provisions pour risques et charges	1 287	514	-837	964
Total des provisions pour risques et charges	6 608	514	-1 858	5 264

Note 15 - Variation des capitaux propres (y compris FRBG)

Variation des capitaux propres (En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions réglementées &		Sub d'invest dont Prov Investisse ment	Fonds pour risques bancaires généraux	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
				dont subv. d'invest.	dont fonds publics					
Solde au 01/01/2015	64 399	4 176	6 440	18 058	507	5	829	801	3 215	98 430
- Affectation du résultat 2014								3 215	-3 215	0
- Distribution								-3 864		-3 864
- Etalement Commission (Ex Ant)										0
- Variation (entrées/sorties)			103	-1 990	-143	-2		-103		-2 135
- Résultat de l'exercice (avant distribution)									5 494	5 494
Solde au 01/01/2016	64 399	4 176	6 543	16 068	364	3	829	49	5 494	97 925
- Affectation du résultat 2015								5 494	-5 494	0
- Distribution								-603		-603
- Etalement Commission (Ex Ant)										0
- Variation (entrées/sorties)			4 900	-2 235	-96	-3		-4 900		-2 334
- Résultat de l'exercice (avant distribution)									10 013	10 013
Solde au 31/12/2016	64 399	4 176	11 443	13 833	268	0	829	40	10 013	105 001

B - Notes sur le compte de résultat

Note 1 - Produit net bancaire

- regroupés par nature, ils ont évolué de la manière suivante : (En milliers d'euros)	2016	2015	Variation
- Loyers de crédit-bail	533 441	520 912	2%
- Loyers de location	119	198	-40%
- Dotations aux amortissements et divers sur opérations de crédit-bail	-436 476	-422 342	3%

- Dotations aux amortissements et divers sur opérations de location	-1 792	-1 213	48%
- Frais financiers nets	-58 057	-66 130	-12%
- Commissions nettes	-12 319	-11 924	3%
- Revenus des titres à revenu variable	0	0	N/A
- Gain ou perte sur opérations de portefeuilles	0	0	N/A
- Négociation	0	0	
- Placement	0	0	N/A
- Autres produits d'exploitation bancaire	82 416	79 452	4%
- Commission de gestion déléguée	0	0	N/A
- Charges refacturées	78 159	74 714	5%
- Reprises de provisions	838	1 107	-24%
- Autres produits	838	562	49%
- QP Subvention virées au résultat	2 581	3 069	-16%
- Autres charges d'exploitation bancaire	76 352	74 438	3%
- Produits rétrocédés	75 658	73 840	2%
- Provisions	514	352	46%
- Autres charges	180	246	-27%
Solde du produit net bancaire	30 980	24 515	26%

Dont entreprises liées	2016
- Loyers de crédit-bail	5 744
- Frais financiers nets	-37 338
- Commissions nettes	-8 562

Ventilation commission nette	2016
- Contrepartie clientèle	3 725
- Contrepartie établissements de crédit	-16 044

Note 1/1 - Loyers de crédit-bail

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Loyers de crédit-bail	470 626	460 540
- Reprises de provisions spéciales	48 462	52 216
- Reprises liées aux dépréciations	4 038	1 371
- Plus values sur cessions	4 764	3 728
- Autres produits	12 028	8 735
- Solde net des dépréciations sur créances (hors coût du risque)	239	-1 248
- Pertes sur créances (hors coût du risque)	-6 716	-4 430
Total des loyers de crédit-bail	533 441	520 912

Note 1/2 - Loyers de location simple

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Loyers de location simple	119	198
- Reprises liées aux dépréciations LS	0	0
- Plus values sur cessions LS	0	0
- Autres produits LS	0	0
- Solde net des dépréciations sur créances LS (hors coût du risque)	0	0
- Pertes sur créances LS (hors coût du risque)	0	0
Total des loyers de location simple	119	198

Note 1/3 - Dotations aux amortissements & divers sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Dotations aux amortissements	356 961	341 181
- Dotations aux provisions spéciales	20 815	20 756

- Dotations liées aux dépréciations	4 106	3 652
- Moins values sur cessions	51 646	54 146
- Charges refacturées	-57	-29
- Commissions d'apport nettes	3 005	2 636
Total des dotations aux amort. & divers sur opérations de crédit-bail	436 476	422 342

Note 1/4 - Dotations aux amortissements & divers sur opérations de location simple

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Dotations aux amortissements LS	157	317
- Dotations liées aux dépréciations LS	0	0
- Moins values sur cessions LS	1 635	896
- Autres charges	0	0
Total des dotations aux amort. & divers sur opérations de location simple	1 792	1 213

Note 1/5 - Frais financiers nets

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	-238	-47
- Intérêts sur prêts	-155	-5
- Différentiels sur swaps	-16 571	-15 828
- Intérêts sur autres crédits à la clientèle	1 272	889
- Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	4	1
- Intérêts sur emprunts	-37 882	-46 602
- Intérêts sur comptes créditeurs à terme	-4 346	-4 538
- Intérêts sur dettes subordonnées	-247	0
- Intérêts sur titres	106	0
- Intérêts sur fonds publics affectés	0	0
Total des frais financiers nets	-58 057	-66 130

Note 1/6 - Commissions nettes

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Frais de dossiers	2 095	1 819
- Frais de gestion	1 630	1 558
- Commissions d'engagement de garanties hors bilan	0	0
- Commissions sur opérations de trésorerie	-18	-19
- Commissions d'engagement de financements hors bilan	0	-44
- Commissions de participations en risques	-15 314	-14 655
- Commissions d'apport	0	0
- Commissions interbancaires diverses	-25	-20
- Commissions de gestion	0	0
- Commissions de suivi de chantier	-687	-563
Total des commissions nettes	-12 319	-11 924

Note 2 - Charges générales d'exploitation

	(En milliers d'euros)	2016	2015
(**)	- Salaires et traitements	2 410	2 411
	- Charges de retraite	264	250
	- Autres charges sociales	946	982
	- Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi	-62	-60
	- Intéressement des salariés	253	266
	- Participation des salariés	70	41
	- Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	109	142
	- Impôts et taxes	5 791	2 711
	- Locations	414	432

	- Rémunérations d'intermédiaires	801	921
	- Prestations fournies par sociétés du groupe	1 108	937
	- Transports et déplacements	61	74
	- Autres services extérieurs	102	81
	- Autres frais généraux	1 548	1 406
	- Charges exploitation non bancaires	27	8
(*)	- Provisions pour départ à la retraite	-109	-45
	- Provisions charges de personnel	0	0
(*)	- Provisions pour médaille du travail	-2	1
	- Provisions pour Impôts et taxes	-910	880
	- Charges refacturées à des sociétés du groupe	0	0
	Total des charges générales d'exploitation	12 821	11 438

(*) Indemnités de fin de carrière

CM-CIC Lease enregistre à son bilan les provisions pour indemnités de fin de carrière et les médailles du travail.

Ces avantages à long terme sont calculés par le groupe CIC pour sa filiale CM-CIC Lease.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- le taux d'actualisation de 1,2% est déterminé par référence à l'IBOXX Corporate AA10+ au 31/12/2016.

- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

- Les taux de mobilité des salariés sont mis à jour annuellement et déterminés par tranche d'âge.

- L'âge de départ en retraite est estimé globalement à 62 ans sur la base des lois en vigueur.

- La table de mortalité INSEE TH/TF 00-02

(**) Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel, s'élève à 62K€ au titre de l'exercice 2016.

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe.

Note 3 - Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Dotation aux amortissements des immobilisations administratives		
- Corporelles	7	9
- Incorporelles	0	0
Total des dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	7	9

Note 4 - Coût du risque

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-1 960	-1 749
- Reprises de dépréciations utilisées sur créances douteuses	421	74
- Reprises de dépréciations devenues disponibles sur créances douteuses	1 104	373
- Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-421	-74
- Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-463	-234
- Récupérations sur créances amorties	12	584
Total du coût du risque	-1 307	-1 026

Pour information, le coût du risque "retraité" des éléments du PNB suite à des versements de contre-garantie bancaire couvrant des pertes non couvertes serait de - 1 059K€ en 2016 contre - 793K€ en 2015.

C - Ventilation des créances, dettes et engagements selon leur durée résiduelle

Actif (En milliers d'euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
- Créances sur les établissements de crédit	149 782	0	0	0	149 782
- Créances sur la clientèle	413	2 212	19 051	18 631	40 307
- Opérations de crédit-bail	100 337	269 491	1 328 103	2 052 490	3 750 421
- Opérations de location simple	72	144	790	1 143	2 149
	250 604	271 847	1 347 944	2 072 264	3 942 659

La ventilation des créances sur la clientèle exclut les créances douteuses.

La ventilation des opérations de crédit-bail est issue de la comptabilité financière excluant la quote-part de subventions & avances preneurs, les créances rattachées et les créances douteuses.

Le montant des opérations de crédit-bail hors avances preneurs pour 2015 s'élevait à 3 633 352K€..

La ventilation des opérations de location simple exclut les créances rattachées et les créances douteuses.

Passif (En milliers d'euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
- Dettes sur les établissements de crédit	223 254	288 183	1 584 360	1 683 119	3 778 916
- Comptes créditeurs à terme	73	189	0	0	262
- Fonds publics affectés	64	55	149	0	268
	223 391	288 427	1 584 509	1 683 119	3 779 446

Engagements de financement (En milliers d'euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
- Engagements reçus d'établissements de crédit			0		0
- Engagements en faveur de la clientèle	412 701				412 701
	412 701	0	0	0	412 701

Instruments financiers à terme (En milliers d'euros)	Nombre	Couverture	
		Tx Fixe	Tx Variable
- Swaps de couverture de risque de taux (résultats latents issus de la détermination de la juste valeur des instruments)	51	63 932	550
	51	63 932	550

D - Informations sur les encours (hors dépréciations)

- Ventilation des encours globaux (En milliers d'euros)	Créances	Encours
Encours sains	3 592	3 540 197
Encours douteux	6 247	54 779
Encours douteux compromis	18 702	46 683
Encours contentieux	31 991	6 040
Total des encours globaux	60 532	3 647 700

- Ventilation des encours par secteurs géographiques (En milliers d'euros)	Créances Douteuses	Créances douteuses compromises	Encours
Centre	850	1 650	136 434
Ile de France	2 266	7 309	1 089 124
Nord	2 212	4 577	413 843
Nord Est	7 652	9 116	413 844
Nord Ouest	775	2 433	175 688
Ouest	1 797	5 918	347 481
Est	679	1 665	113 888
Sud Est	327	3 017	379 702
Sud	54	3 309	473 800
Sud Ouest	32	1 297	102 089
Non ventilé	0	6	1 807
Total des encours par secteurs géographiques	16 642	40 297	3 647 700

- Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques (En milliers d'euros)	Créances Douteuses	Créances douteuses compromises	Encours
Activités de services administratifs	0	0	8 754
Activités financières et d'assurance	246	1 524	119 041
Activités immobilières	6 380	25 306	2 411 191
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 481	3 023	163 482
Administration publique	0	0	0

Agriculture, sylviculture, pêche	0	480	2 858
Arts, spectacles	0	0	5 119
Autres activités de services	0	0	441
Commerce	991	2 432	247 410
Construction	3 556	242	108 418
Enseignement	0	0	13 611
Hébergement et restauration	290	2 070	120 902
Industrie	2 219	3 978	275 557
Information et communication	49	0	38 551
Production et distribution	307	853	4 707
Santé humaine et action sociale	0	0	44 813
Transports et entreposage	124	384	82 843
Non ventilés et divers	0	6	0
Total des encours par secteurs d'activités	16 642	40 297	3 647 700

- Ventilation des encours par grands types de contreparties (En milliers d'euros)	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Encours
Entreprises individuelles	563	625	69 678
Entreprises	12 527	39 666	2 637 089
Grandes Entreprises	3 552	0	923 371
Secteur Public	0	0	17 562
Secteur Interbancaire	0	0	0
Non ventilés et divers	0	6	0
Total des encours par grands types de contreparties	16 642	40 297	3 647 700

4) Autres informations

- Evolution réserve latente (Brute)

(En milliers d'euros)	
- Réserve latente début d'exercice	2 749
- Apport Fusion	
- Augmentation	
- Diminution	-732
- Réserve latente fin d'exercice	2 017

- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	Secteur exonéré	Secteurs imposables
Résultat avant impôt	39	16 808
Résultat imposable	39	19 938
(Avant imputation des A.R.D)		
Amortissements réputés différés (a.r.d) restant a reporter	0	0
Impôt sur les sociétés	0	6 834
Résultat net des secteurs	39	9 974

- Ventilation de l'effectif moyen du personnel

Effectif moyen par catégorie	2016	2015
- Personnel en activité	50	49
- Cadres	27	23
- Non cadres	23	26

- Nom de l'entreprise mère qui établit les comptes consolidés

CM CIC LEASE est consolidée par intégration globale dans les comptes du CREDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL.

- Engagements de hors bilan non repris dans les états publiables

(En milliers d'euros)	2016	2015
- Engagements de garanties reçues d'ordre de la clientèle	252 382	231 230
- Engagements sur instruments de taux d'intérêts (swaps de macro couverture)	1 179 109	1 115 799

- Titres émis et droits de vote correspondants

	Début de l'exercice	Augmentation de capital sur fusion	Fin de l'exercice
Nombre de titres			
- Titres ordinaires	4 024 952		4 024 952
Droits de vote			
- Titres ordinaires (valeur nominale 16 euros)	4 024 952		4 024 952

- Autres renseignements

Composition du capital social	Nombre d'actions	% de détention
- BFCM	1 849 242	45,9444%
- CIC IDF	1 122 079	27,8781%
- Lyonnaise de Banque	786 741	19,5466%
- CIC EST	266 875	6,6305%
- AUTRES	15	0,0004%
Cumul	4 024 952	100,0000%

V. Rapport des CAC sur les comptes annuels au 31 12 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CM-CIC Lease, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant: votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités telles que décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 15 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

VI. Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1703629